



La communauté éducative varoise en colère !

Trois mois après la rentrée scolaire, la colère gronde chez les personnels varois de l'Éducation nationale. Au regard de la situation sanitaire et des tensions qu'elle fait peser sur les écoles, collèges et lycées, nous estimons que les personnels qui gèrent la crise au quotidien doivent être entendus ! La clarté et la cohérence doivent être de mise de la part des décideurs.

Il est indispensable que des points réguliers soient faits entre l'Inspection Académique et les organisations représentatives de personnels, notamment à chaque annonce ministérielle afin d'en étudier la traduction sur le terrain. Ainsi, les CHS-CT que le gouvernement a décidé de faire disparaître dans le cadre de la loi de transformation de la fonction publique ont démontré toute leur pertinence depuis le début de la crise sanitaire et doivent voir leurs rôles renforcés rétablis.



L'éducation Nationale doit apporter un soutien sans faille à l'ensemble de ses personnels, exemplaires et fortement mobilisés depuis le début de la crise sanitaire. Elle doit respecter leurs droits statutaires, notamment la liberté pédagogique des enseignants. Cela passe aussi par une revalorisation de toutes et tous. **Les mesurette**s annoncées par le ministre sont indignes : des miettes pour moins de 30 % des enseignants, une prime informatique dérisoire et rien pour les autres catégories d'agents.



Les arrêts maladie liés à la COVID 19 se multiplient, tout comme les personnels cas contacts qui sont mis à l'isolement. Des élèves se retrouvent privés de cours ou d'une aide nécessaire pour les plus fragiles d'entre eux. Des formations sont annulées. Le tout dans un contexte de renforcement du plan Vigipirate dans les établissements scolaires qui amène parfois à réorganiser tout ce qui a été mis en place. Les personnels de l'Éducation nationale travaillent dans **des conditions sanitaires dégradées** du fait d'un protocole complexe et en inadéquation avec la réalité du terrain. Cela vient s'ajouter à des années d'altération et ne peut plus durer !



Dans l'immédiat, les recrutements de personnels (enseignants par la voie d'un concours spécial par exemple mais aussi en faisant appel aux listes complémentaires des concours actuels, agents, assistants d'éducation, accompagnants des élèves en situation de handicap) **sont primordiaux** afin non seulement d'améliorer les conditions d'exercices actuelles, mais également d'anticiper sur les scénarios futurs et permettre le bon fonctionnement des établissements varois. Le gouvernement utilise la crise sanitaire pour développer la précarité dans la fonction publique. Ainsi, nous condamnons la dernière annonce de la DSDEN du Var de recruter 40 professeurs des écoles contractuels. Pour nos organisations syndicales, il faut des postes statutaires et en nombre bien plus important !

Nous invitons les personnels et les parents d'élèves à agir en commun pour porter nos demandes en direction des IA-DASEN, des recteurs et du Ministre. Ainsi, une adresse aux parents d'élèves du Var, a également été adoptée par nos organisations, avec la FCPE du Var. Nous estimons que la mobilisation de toute la communauté éducative est nécessaire afin de faire entendre les besoins du terrain alors que les enjeux éducatifs de la période appellent une réponse urgente et conséquente.



Un rassemblement se tiendra Mercredi 2 décembre à 14h devant la DSDEN du Var à Toulon afin de faire converger parents et personnels.

C'est l'avenir de la jeunesse qui est en jeu ! C'est maintenant que le gouvernement doit débloquer les moyens pour l'éducation !

Toulon, le 23 novembre 2020